

Dix minutes mar, zone résidentielle
à vendre authentique sans provocation
très bon état, propriété 2 493 m²
côturée haute murs, jardin dessiné,
bassin, ornement, très beaux arbres :
cèdres, palmiers, pins
chauffage central, salle de
Res-de-jardin : 127 m² réception, sala-
li manger, cuisine-office, salon avec
Premier étage 127 m² : 5 chambres,
2 salles de bains, 2 w.-c.
Deuxième étage : billard, solarium
18 m² et sous-sol aménagé 127 m²
Dépendances : 80 m² : 3 cuisines,
logement gardien, 3 places 3 voitures,
pavillon invités 2 places dans jardin.

Ecrire Hevras 06011 - NICE
Codex, référence 0151



L'apartheid : pouvoir et falsification historique

Marianne Cornévin

"Cet ouvrage très documenté est issu d'une étude soignée de l'idéologie du Tswana".
Dominique Lagarde
Domus d'Afrique

Quel crédit faut-il accorder aux arguments, historiquement construits en faveur par les Sud-Africains blancs (16 % de la population de l'Afrique du Sud, en 1979) pour justifier le « développement séparé » dont l'objectif est d'échapper de la communauté nationale les Sud-Africains noirs ?

Auteurs, répond Marianne Cornévin, qui analyse comme d'habitude de la recherche moderne, présentée ici dans l'édition des falsifications majeures de l'histoire officielle sud-africaine en même temps qu'une étude fouillée de l'idéologie de l'apartheid.

Cette étude doit intéresser un large public composé de tous ceux qui, dans tous les pays du monde, se sont intéressés aux relations entre l'histoire et l'idéologie nationale et plus spécialement l'histoire et le pouvoir.

Auteur de *L'Histoire de l'Afrique des origines à la deuxième guerre mondiale* (en collaboration avec Robert Cornévin) et de *L'Histoire de l'Afrique contemporaine* (Petite Bibliothèque Fayard), Marianne Cornévin a publié en 1977 *Afrique du Sud en carde* (Hachette), ouvrage selon la presse connue une des meilleures analyses synthétiques concernant ce pays.

En vente :
France : en librairie (Diffusion C.D.E.) et par correspondance à : La Librairie de l'Université, 1 place de Fontenay, 75706 Paris (indiquer le paiement à son club de lecture, mandat, CCP Paris 1296-40)
Belgique : 200 FK, Jean De Lannoy, 202, avenue du Roi, 1000 Bruxelles
Suisse : 1140 FK, Librairie Payot, 5, rue Geneva, 1201 Genève II
Suisse romande : Payot Librairie Payot, 5, rue Geneva, 1201 Genève II
Suisse romande : Payot Librairie Payot, 5, rue Geneva, 1201 Genève II

UNESCO

U. 100

Par CHARLES ZORGBIBE

Le 19 septembre, la Constitution du jeune Etat avait été adoptée à l'unanimité par le comité constitutionnel, composé des représentants de l'ensemble des forces politiques et organisations sociales. Un régime parlementaire de « style britannique » a été instauré — mais adapté au tiers-monde, à la manière des Constitutions des Salomon ou de Maurice. Charles Zorghie qui, en tant que conseiller constitutionnel du gouvernement de Port-Vila, a été le rapporteur de la nouvelle Constitution, retrace ici l'évolution politique des Nouvelles-Hébrides depuis l'époque du condominium.

France et la Grande-Bretagne ne sont intervenues aux Nouvelles-Hébrides qu'à leur corps défendant; la formation du condominium résulta moins d'un compromis entre deux volontés d'expansion coloniale que des réticences des deux Etats à suivre leurs champions locaux — missions presbytériennes pour Londres, Compagnie calédonienne pour Paris — dans leurs demandes d'annexion. Et l'« ingérence » ne fut que très progressive — des déclarations réciproques de désintéressement

les crises commises par les
les colons français; réuni en session extraordi-
naire, le Conseil général de Nouvelle-Calédonie
demande au ministre de la marine l'« annexion
immédiate et sous condition » des Nouvelles-
Hébrides. L'iniquité est vive en Australie;
l'opposition de l'Angleterre à une telle annexion
est déterminée. Encore faut-il rechercher le
compromis qui permettra aux deux puissances
d'assurer la sécurité de leurs ressortissants: c'est
l'œuvre de la convention franco-britannique du
20 novembre 1877, complétée par une déclara-
tion et un règlement du 26 novembre 1888.
La commission navale mixte, composée de deux
officiers de marine français et deux de bran-
chiques, est constituée; elle est chargée de
« maintenir l'ordre et de protéger les personnes
et les biens des sujets britanniques et des
citoyens français des Nouvelles-Hébrides ». Sa
présidence revient alternativement à l'officier
commandant les forces navales françaises dans
l'archipel et à son homologue britannique. Toute-
fois, les forces navales de l'un des deux
Etats ont le principe de la « préférence com-
mune »; c'est-à-dire qu'en cas de conflit, au
dant de bataille, les anglais, soit français, soit
pourraient engager des actions indépendantes ou
isolées. « Substantiel les indubitables cas d'urgence,
mais enserres dans des conditions très précises.

RIVALITES des missions protestantes et catholiques, concurrence des entreprises commerciales et des exploitations agricoles françaises et britanniques, vulnérabilité des situations privées du fait de l'absence d'autorité étatique : la

intentions du gouvernement de Sa Majesté de proposer au Parlement des mesures qui seraient de nature à modifier la situation indépendante où se trouvent actuellement les « Nouvelles-Hébrides ». Euphémisme : l'allusion à l'« indépendance » de l'archipel est bien fictive ; elle a surtout pour but d'écarter les prétentions éventuelles d'une tierce puissance. Reste que l'accord de 1878, s'il reconnaît aux deux puissances des droits égaux, les condamne à un régime d'inaction politique.

La convénion de 1837 trace la première ébauche d'une autorité publique organisée. Mais cette autorité conjointe n'a qu'une compétence répressive limitée : selon Alain Coret, « ce n'est certes pas une mission générale de maintien de l'ordre que les deux puissances s'attribuent dans l'archipel, mais une mission de rétablissement de l'ordre public, d'apaisement des troubles, d'apurement des conflits, d'apaisement des troubles et du déclin des seuls nationaux français ou britanniques établis dans l'archipel. C'est ce qui explique, par exemple, qu'un État tiers ne saurait invoquer la responsabilité internationale de la France et de la Grande-Bretagne en réparation de préjudice subi par un de ses nationaux établi dans l'archipel, du fait des autochtones » (1). L'archipel est ainsi simplifié d'« un système de protection cognitive simplifié d'un système de protection cognitive simplifié » (2). Les deux États signataires sur une terre nullius in terra ne s'opposent juridiquement à ce que cette dernière soit annexée par une tierce puissance après le signature de la convention ». Nicolas Politis avait qualifié d'« expédient » l'institution de la commission navale : « Intervenir après le commencement des désordres, la commission navale procéder sur la base présumée coupable à une répression nominative qui, si elle n'est pas efficace, laisse à la justice, ne produisant presque jamais cette impulsion répressive poursuivie. Elle laisse au contraire à leurs seules simples une vive invitation qui les porte au premier prétexte à de nouveaux actes de sauvagerie... D'autre part, la compétence de la commission était encadrée dans d'étroites limites : elle se d'étendait pos aux crimes et délits des colons ; elle était formellement exclue en matière de différends relatifs à la propriété des terres... Elle était limitée, tant l'une assaillit aux colons une bande indienne, que l'autre laisse assaillir une bande indienne par des Français... Elle était réduite la principale source de différends entre Français et Anglo-Australiens » (2). Critiquées des commentateurs, mais aussi des principaux intéressés, qui tentent de combler un vide juridique persistant. En mai 1839, les colons français, regroupés autour du planteur Chevallard,

crisant la municipalité de Francaville, à Mézières, sur l'île de Voté : le maire fait fonction de juge de paix ; le conseil municipal de cour de justice — mais cette organisation sera dissoute par la commission navale. En 1891, dans les îles de Banks, les missionnaires anglois suscitent des assemblées de village, chargées de défendre les intérêts des populations autochtones : dans le même temps, les missionnaires français créent deux « cronocrisipalis » les communautés de l'île de Santo qui sont sous leur influence...

En réalité, dans les années qui suivent, le système de protection conjointe des nationaux français et britanniques est complété par un régime de personnalité des lois pour ces mêmes nationaux, dans l'intérêt est capital pour l'organisation future du condominium. En 1890, le Foreign Jurisdiction Act donne au gouvernement britannique d'assurer la protection des nationaux dans « tout pays étranger qui ne possède pas un gouvernement capable d'assurer entièrement sa juridiction ». Dans ce cadre, un Pacific Order in Council du 15 mars 1893 attribue de larges pouvoirs au gouverneur des Fidji : les nationaux britanniques établis dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides pourront désormais être couchés sur les registres britanniques de l'état civil ; ils seront justiciables, au cas de délits commis par eux, devant les tribunaux de Fidji ou de ses sous-dominions. Les étrangers ou habitants autochtones appartenant autre dans le cadre d'application du droit britannique « dans la mesure où, si éventuellement, on s'était reconnu à bord d'un navire britannique ou de toute autre manière, ils ont contracté un devoir d'obéissance envers Sa Majesté... ». Le gouvernement français s'engage sur la même voie, sept ans plus tard. Le loi du 30 juillet 1900 autorise le président de la République « à proclamer par voie de décret les mesures d'ordre administratif et judiciaire nécessaires pour assurer le respect des lois qui régissent l'état et les droits des citoyens français établis dans les îles territoriales de l'océan Pacifique ne faisant pas partie du domaine colonial de la France et appartenant

